

Ascoval : mais au fait « faire la preuve que l'on croit vraiment en l'industrie », ça ressemblerait à quoi aujourd'hui ?



Ce mercredi, sur France 3, Xavier Bertrand a mis Emmanuel Macron au défi de "faire la preuve qu'il croit en l'industrie". Or, le chef de l'Etat avait affirmé ne pas pouvoir prendre l'engagement de sauver le site Whirlpool d'Amiens avec de l'argent public, chose impossible selon lui.

Avec Sarah Guillou

Atlantico : Ce mercredi, sur France 3, Xavier Bertrand a mis Emmanuel Macron au défi de "faire la preuve qu'il croit en l'industrie". Or, le chef de l'État avait affirmé, durant la présidentielle sur le site Whirlpool d'Amiens : "Je ne prends pas l'engagement de vous sauver avec de l'argent public, ça, ce n'est pas possible". Par quelles mesures envoie-t-on le message, aujourd'hui en France, qu'on veut aider l'industrie ?

Sarah Guillou : La question du soutien de l'industrie prend souvent naissance dans les territoires en raison des mutations industrielles qui mettent en difficulté des territoires fortement spécialisés (charbon, acier, textiles par exemple) et où des entreprises sont spécifiquement touchées. C'est pourquoi les représentants politiques locaux sont souvent les premiers à réclamer une intervention de l'État en raison des questions d'emplois locaux qui les concernent au premier chef. Au niveau national, les arbitrages sont plus globaux et le soutien de l'industrie n'est pas forcément un message politiquement vendeur. Toutefois, l'industrie importe pour l'économie dans son ensemble pour au moins deux raisons : d'une part l'industrie est une source d'innovations technologiques et de brevets, notamment l'industrie de la défense, d'autre part l'industrie est également la source majeure d'exportations de marchandises. La question de la compétitivité de la France passe donc par la bonne santé de l'industrie. L'État a donc intérêt à une industrie solide. Comment la soutenir ? La position du chef de l'État est d'éviter un soutien direct des entreprises. La position du ministre de l'économie, Bruno Le Maire est plus interventionniste. Il faut reconnaître que l'industrie est diverse et un discours pro-industrie uniforme est raisonnablement difficile à définir.

Cette volonté est-elle réelle, au sein du gouvernement, au regard de la politique menée jusqu'à présent ?

La politique économique plutôt pro-entreprises du quinquennat d'Emmanuel Macron n'a pas été spécifiquement pro-industrie mais absolument pas à l'encontre de l'industrie non plus, notamment avec le plan des investissements d'avenir et la baisse de l'impôt sur les sociétés.

Les choix de politique industrielle pris depuis 2017 se sont concentrés sur le soutien des nouvelles technologies. Cela n'exclut pas l'industrie mais ne lui a pas dédié en particulier. Ce dont a besoin l'industrie, c'est la transformation de la recherche en développement industriel. Ce que demande collectivement les industriels, c'est un environnement ouvert et une diminution des impôts à la production qui entravent leur marge de manœuvre relativement à leurs concurrents. Sans doute la dépense fiscale de la baisse de l'impôt sur les sociétés aurait pu être modulée par une baisse des impôts à la production pour améliorer la compétitivité coût des

Sur quels secteurs de l'industrie doit-il, selon vous, porter ses efforts ?

Cette question n'a plus guère de sens aujourd'hui. Je m'explique. Les changements technologiques se sont accélérés, la mise en réseau mondial des usagers créé de fait un marché mondial malgré les obstacles et les barrières institutionnels. Toutes les entreprises, quel que soit leur secteur, font face à des opportunités (même les secteurs traditionnels) et des risques concurrentiels majeurs (même les plus technologiques). Parier sur un secteur prometteur aujourd'hui, c'est-à-dire y investir, n'assure pas le rendement de l'investissement. On peut parier sur des stratégies d'entreprises, sur des modèles de développement, sur des technologies mais plus sur des secteurs. De plus, la décision d'investir les deniers publics est de plus en plus risquée. Il faut donc que l'investissement réponde à des choix d'orientation industrielle sociétaux: le risque pris n'a pas seulement pour contrepartie le rendement attendu mais le choix sociétal qui permet d'en assumer le coût. C'est le cas des choix de mix énergétique par exemple. Donc les choix doivent être motivés par une vision de la spécialisation industrielle en cohérence avec les choix de sociétés. Les efforts de soutien gouvernemental implique un coût d'opportunité, c'est-à-dire le coût de ce à quoi il faut renoncer. Le soutien direct doit toujours se questionner en termes de coût d'opportunité. Si choix de secteurs il doit y avoir, afin de minimiser le coût et les risques, il doit répondre à deux obligations : être associé à des technologies génériques qui profiteront à l'ensemble de l'économie d'une part, être fondé sur des atouts déjà existants des compétences françaises d'autre part.